

INAUGURATION DU CERCLE DU CEIG CONSTANTINE

“Les chefs d'entreprise de Constantine travaillent dans l'ombre”

C'est en présence des 66 adhérents, tous de Constantine, des hommes d'affaires issus des wilayas de l'Est à titre d'invités, des élus et des membres de l'exécutif de la wilaya que s'est tenue mercredi dernier la cérémonie d'inauguration du siège du Club d'entrepreneurs et investisseurs du Grand Constantinois (CEIGC). Un club qui consiste en un groupement de chefs d'entreprises économiques, d'investisseurs, de praticiens en professions libérales et d'universitaires, créé en décembre 2006 en vue de constituer une force de proposition “sérieuse et crédible” auprès des pouvoirs publics. Il se veut aussi un espace de rencontres, d'échange d'informations et de concertation, et ce, dans un souci de faire face aux

enjeux imposés par le nouvel ordre économique international et la rude concurrence induite par l'ouverture du marché algérien de même qu'il compte contribuer de manière efficace au développement socioéconomique de la wilaya.

Ce cercle, sis à la cité Ahmed-Betchine de Constantine, qui abritera, selon le président du club, M. Chérif Ziari, des séminaires, des ateliers de travail et des journées d'information, est “une Bourse d'affaires et de sous-traitance” entre les membres du club qui encourage les initiatives de prise en charge commune de projets. M. Ziari a indiqué que les portes d'adhésion sont ouvertes à tout homme d'affaires installé dans le Grand-Constantinois, Batna, Jijel, Sétif,

Mila, Oum-El-Bouaghi, M'sila, Khenchela et Biskra qui voudront intégrer la démarche d'association du CEIGC.

Ce groupement, qui totalise un chiffre d'affaires à hauteur de 15 milliards de dinars et près de 8 000 travailleurs, réunit des entreprises de bâtiment et de promotion immobilière, de matériaux de construction, d'industrie agroalimentaire, d'industrie pharmaceutique, des cliniques privées et également des agriculteurs.

Cette initiative vient conforter, selon les termes de ses initiateurs, la tendance de la wilaya de Constantine à la reprise de l'investissement et les capacités de celle-ci à absorber les crédits estimés, selon les chiffres communiqués par l'Agence nationale du développement des investissements (Andi), à plus de 40% des capitaux engagés et 38% des postes de travail créés à l'horizon 2007 dans les 9 wilayas du Grand-Constantinois.

Elle est la première en termes de qualité des projets engagés et déclarés. Le président du CEIGC a justifié ces chiffres par le fait que les chefs d'entreprise de Constantine, dont la plupart d'entre eux sont convaincus qu'ils n'ont pas besoin d'être sous les feux de la rampe pour se faire connaître, compte tenu de l'environnement concurrentiel d'aujourd'hui, travaillent dans l'ombre et que peut-être avec un effort de communication et de promotion de leur image de marque, ils peuvent faire valoir les investissements engagés jusqu'ici.

Lyas Hallas

ANNABA

Le RND en pré-campagne électorale

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) de Ahmed Ouyahia est déjà en pré-campagne électorale à travers les chantiers qu'il vient d'ouvrir à la faveur de la création de groupes de travail chargés d'expliquer différents volets relatifs aux réformes, au développement et aux conditions de vie des citoyens ainsi que les perspectives de prise en charge des problèmes socioéconomiques. Le groupe chargé de réfléchir aux questions d'intérêt national à soumettre au débat public avec la société civile, et conduit par Hacène Laskri, ancien ministre, était jeudi à Annaba où il a été organisé un meeting en présence des cadres et militants du RND. Hacène Laskri, accompagné d'Ahmed Maoouche président de la commission santé, travail et solidarité nationale à l'APN, a donné, à cette occasion, une conférence dans laquelle il a souligné que “la réflexion engagée par le RND en matière de solidarité a indiqué, comme premières conclusions, la nécessité de faire évoluer la politique de solidarité au profit des personnes en état de travailler vers plus d'action pour faciliter et accompagner l'emploi et la création d'activités des jeunes chômeurs, porteurs de projets”. “Cette option, a-t-il soutenu, s'inscrit en adéquation avec les objectifs retenus dans le programme du président de la République.” Une façon de réitérer le soutien du RND au premier magistrat du pays. Le conférencier a rappelé ensuite l'historique de l'évolution de la protection et de la solidarité nationales depuis l'indépendance jusqu'à ce jour : “L'urgence est de passer à une étape qualitative supérieure, notamment l'effet multiplicateur de programme économique en cours.” Après Khenchela et Annaba, d'autres meetings analogues sont programmés, notamment à Bouira, Béchar et Oran.

Nabil Kebaili

PREPARATIFS DE YOUM EL ILM ET VISITE DE BOUTEFLIKA A CONSTANTINE

Un orchestre national uni pour fêter la soirée

“Je suis grand, grand, grand...” s'est enorgueilli le wali de Constantine, M. Abdelmalek Boudiaf, en réponse à la question d'un intervenant concernant la délocalisation par le ministère de la Culture du Festival national des Aïssaoua vers la ville de Mila, lors de la rencontre qui a réuni avec les artistes de cette wilaya, tenue dans le cadre des préparatifs des festivités de la journée du 16 avril prochain. Le premier responsable de l'exécutif qui faisait allusion à l'attitude de M^{me} Khalida Toumi, fortement dépréciée par le Tout-Constantine, a justifié sa position par le fait qu'il est un commis de l'Etat qui ne travaille pas avec des personnes, mais avec des institutions et n'admet pas qu'il ne soit pas avisé par un écrit officiel de l'installation du commissaire d'un festival devant être monté dans sa wilaya et utilisant ses ressources et structures. Il a lancé à cette occasion un appel aux associations et musiciens de Constantine afin de coopérer avec la direction de la culture de la wilaya pour monter un orchestre national uni de

musique andalouse regroupant les différentes écoles algériennes de musique andalouse qui animera la soirée de Youm El Ilm probablement en présence du président de la République dont la visite dans la ville du Vieux-Rocher est prévue à cette date.

M. Boudiaf compte beaucoup sur cet orchestre pour réussir les festivités prévues pour cette journée et fêter l'achèvement de plus d'une centaine de projets qu'il compte présenter au menu de la visite du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. A cet effet, il s'est engagé à régler les arriérés des troupes musicales ayant participé dans la dernière édition du festival local du malouf et qui n'ont toujours pas perçu leurs honoraires. Le montage d'un orchestre national, constitué essentiellement d'artistes constantinois, selon les initiateurs de cette fameuse idée, est une entreprise des plus délicates du point de vue technique. A deux mois seulement du 16 avril, certains observateurs de la scène artistique de Constantine ne croient pas à un résultat esthétique probant. “Les

problèmes de coordination et de la partialité de l'administration des affaires culturelles dans l'arbitrage ne tarderont pas à faire surface”, ont-ils appréhendé.

M. Boukheikhal, recteur de l'université Emir-Abdelkader des sciences islamiques et président de l'une des 9 sous-commissions chargées de la préparation des festivités, a précisé que la fête s'étalera de la journée du Mouloud qui correspond au 2 avril prochain jusqu'au 8 mai, date de la commémoration des événements du 8 Mai 1945. Elle verra la tenue de la 13^e édition du festival local du malouf et de plus de 40 conférences académiques abordant des thèmes variés.

Par ailleurs, le wali de Constantine a annoncé que le siège de l'académie universitaire, sis à la rue Ben-M'hidi, sera transformé en une annexe de la Bibliothèque nationale d'El-Hamma et qu'un décret ad hoc a été signé récemment. Cette annexe est, selon M. Boudiaf, l'un des points présentés à l'inauguration par le président de la République.

L. H.

SKIKDA/EMPLOI

1 894 placements sur 7 847 demandes

L'Alem (agence locale de l'emploi) a enregistré, au cours de l'an 2006, 1 894 placements dont 1 509 diplômés dans le cadre du pré-emploi, sur 2 468 offres d'emploi. Le nombre de demandes introduites au niveau de cette même agence est estimé à 7 847. Ce sont là les chiffres communiqués par le directeur Latrèche Abdallah.

L'emploi à Skikda demeure “otage” particulièrement du lancement de projets de développement dans la zone industrielle ; les quelques postes accordés dans le cadre des travaux de rénovation des unités du complexe ne peuvent satisfaire la demande formulée en la matière.

La venue des étrangers dans le cadre du partenariat stratégique a, certes, contribué à atténuer l'ampleur du chômage (la contribution de la canadienne Lavallin en est la preuve), mais elle a aussi “privé” les Algériens de postes en plus, “ce qui n'aurait pas été le cas si c'était une entreprise algérienne qui recrutait”, pour reprendre les termes d'un vétérinaire du chômage. “Elles (les entreprises algériennes) doivent apprendre le métier de chaapeuter les projets stratégiques”, selon ce même interlocuteur.

La formation à coups de milliards de jeunes dans l'université, instituts et établissements spécialisés ainsi que les centres de

formation n'a pas eu de résonnant sur le marché de l'emploi. Beaucoup d'entre eux se rabattent, diplôme en main, sur une activité qui n'a pas fait partie de leur cursus d'études. On peine souvent à recruter les nouveaux venus, entendre les diplômés dits modernes, GRH (gestion des ressources), GDA (gestion et droit des affaires), commerce international, marketing, management. Ces derniers ne figurent même pas dans les listes des CPE : leur niveau serait disproportionné à celui prévalant dans nos institutions étatiques !

En témoignage également le bilan présenté en haut de l'article, ce sont toujours quelques demandeurs qui restent dans l'attente de lendemains meilleurs. Lesquels demandeurs sont traités de la manière suivante, selon les explications de L. Abdallah, le directeur : “L'Alem procède systématiquement à l'affichage des offres disponibles à l'intérieur et à l'extérieur de l'agence, les candidats recensés sont orientés vers l'entreprise ayant formulé la demande. Il y a lieu de signaler que pour chaque poste de travail concernant le personnel qualifié et cadres universitaires, on propose entre 3 et 5 personnes, une sorte de présélection. Pour ce faire, on exploite la banque de données à travers le fichier demande d'emplois et les CV recensés, on peut aussi puiser dans les dossiers hors

wilaya en cas de manque”.

Beaucoup de diplômés ont souligné n'avoir jamais participé à un concours lancé par un employeur, ce qui incite à s'interroger sur le comment de la présélection. Une question à laquelle le directeur n'a pas eu de réponse, se contentant de dire : “Oui, c'est très difficile de faire une présélection qui puisse satisfaire tout le monde”. Il y a aussi le calvaire toujours posé des inscrits à l'Alem II, située à la cité des 500-Logements, qui font rarement partie des recrutés du pôle des hydrocarbures au motif qu'ils ne résident pas dans la circonscription territoriale confiée à l'Alem II.

Quelle est l'utilité de cette agence ? est la deuxième question. Sa fermeture fera peut-être du bien à l'élite du pays !

En attendant que les projets de l'autoroute Est-Ouest, confiés aux Japonais, du démantèlement des unités du GLIK par les Français, de l'extension du port de pêche de Stora par les Croates et du téléphérique reliant Bouabaz à Bouyala aux Suisses, respectivement le planning de création de milliers d'emplois qu'ils ont fixés, les bureaux de l'Alem demeurent l'une des attractions les plus prisées de la jeunesse skikdite.

Zaid Soheir

TEBESSA

Rénovation des réseaux d'AEP et d'assainissement

Des recommandations ont été émises par l'APW de Tébessa sur la nécessité de rénover les zones à risques où des problèmes d'enchevêtrement de canalisations d'eau potable et de conduites d'eaux usées sont vécus.

Les services de l'Algérienne des eaux, après avoir établi avec exactitude un diagnostic, ont dressé un constat où il a été relevé plusieurs points noirs au sein des grandes agglomérations.

Posées sans calcul et de façon anarchique, des canalisations d'eau potable se superposent aux conduites

des eaux usées, ce qui constitue un danger pour la santé publique. Ainsi, pas moins de quatre grands quartiers de la ville ont été répertoriés et des travaux de rénovation des réseaux ont été entamés dans les normes. Certains quartiers sont dépourvus de réseaux d'AEP et de conduites d'évacuation des eaux usées.

Cette opération touchera tous les quartiers dépourvus d'équipements de proximité afin d'aménager et d'améliorer le cadre de vie du citoyen.

Saâdallah Djamel

M'SILA

La FNTE organise un forum sur le statut de l'enseignant

La Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), aile syndicale de l'UGTA, a organisé un forum mercredi dernier au lycée Othmane-Ben-Affane de M'sila ayant pour thème “Enrichir le statut particulier du personnel de l'éducation tous secteurs confondus”.

Plus de deux cents syndicalistes venus des quatre coins de la wilaya, représentant des enseignants, le service de l'économie et le corps assimilé, ont débattu les conditions de travail devenues très pénibles. Selon le responsable des œuvres sociales, M. Dj. Magoura, le fardeau devient de plus en plus lourd, la pression de la société et le mauvais classement du personnel de l'éducation, notamment à propos du salaire dérisoire perçu, voire même sa place dans la société très critiquée.

La plupart des intervenants ont convergé vers un seul point de vue : le salaire et des moyens financiers mesquins. A ce propos, la quasi-totalité réclame une révision du salaire de base, une prime de salissure, la gratuité des soins et l'étude des maladies professionnelles qui ne sont pas prises en considération. Pourtant, la plupart des enseignants en ont été victimes telles que l'irritation des cordes vocales, les dépressions nerveuses, l'allergie due à la poussière de la craie.

Quant à l'école primaire, on a soulevé le problème de l'insalubrité et le manque d'une vraie prise en charge de la part des APC. On a demandé une autonomie afin de préparer les conditions de travail pour les enseignants.

Enfin, les syndicalistes se sont mis d'accord sur la retraite et demandent qu'elle soit accordée à partir de 25 ans de service, où le travail engendre des séquelles sur les nerfs de l'enseignant, et lui accorder la totalité de son salaire.

Trois comités se sont chargés de rédiger les préoccupations pour les transmettre à la centrale syndicale avant la fin du mois de mars.

A. Laïdi